

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010

PRESENTS :

M. X. MADELAINE, Maire ; L.AUGUSTE, L.PARDOEN, E.DELAUNAY, R.FOLTETE, B.LEDRU, P.GOUPIL, C.LECHARPENTIER, B.NUYTEN, N.DUPUIS, B.JEAN, C.POUPIN, F.LAMOTTE

POUVOIRS :

ABSENTS : M.HAVARD et S.GRUY

Secrétaire de séance : B.NUYTEN

- **Rectification du précédent conseil municipal du jeudi 30 septembre 2010 : Ont été omises dans le compte rendu deux délibérations :**

- ✓ **Budget service de santé décision modificative ; réalisation d'un nouveau revêtement de sol**

Monsieur Régis FOLTETE soumet à l'approbation du conseil un avenant pour un remplacement de sol dans le local infirmière présenté par la société LEPERE pour un montant de 1169.69 € TTC.

Le conseil municipal après en avoir délibéré décide de rejeter cet avenant et de pas procéder au remplacement du revêtement.

**VOTANTS : 14
CONTRE : 10**

**POUR : 2
ABSTENTION : 2**

- ✓ **Budget service de santé décision modificative ; peinture**

Monsieur Régis FOLTETE demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer un avenant supplémentaire au marché de la maison médicale sur le lot n°11 peinture pour un montant de 561.52 € TTC afin de réaliser la peinture du sas extérieur entrée.

**VOTANTS : 14
CONTRE : 6**

**POUR : 7
ABSTENTION : 1**

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

et publication le

- **M. le Maire propose de rajouter à l'ordre du jour, les points suivants :**
- Décisions modificatives ; Budget maison médicale (facture gaz et autres charges courantes) et budget commune (procédure d'appel d'offres pour les terrains de sport).

- Maison Médicale : demande de subventions Conseil Général au titre de l'embellissement des bourgs portant sur les aménagements paysagers.

MAISON MEDICALE : AUTORISATION DE SIGNATURE DES BAUX PROFESSIONNELS

Monsieur Le Maire rappelle qu'en vertu de la délibération en date du 23 janvier 2009 le conseil municipal l'a autorisé selon l'article L2122.22 du CGCT de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

Considérant cette délégation enregistrée par la Préfecture en date du 29 janvier 2009, Monsieur Le Maire donne lecture aux membres du CM de chaque bail professionnel d'une durée de 6 années entières et consécutives, rédigé par M^o Porcq, notaire à Dozulé, entre la commune d'Amfreville, bailleur et chaque praticien de la santé exerçant dans la maison médicale, dénommé le preneur.

Les preneurs sont les praticiens suivants :

- Madame Karine Petit, infirmière
- Monsieur Arnaud Nivard, podologue
- Madame Nadine Hupé, chirurgien-dentiste
- Madame Bernadette Fabre, médecin-généraliste
- Monsieur Nicolas Lenormand, orthophoniste.

Les montants mensuels des loyers ont été convenus comme suit :

- Cabinet infirmières, partagé avec le podologue : 322.02 €
- Cabinet dentaire : 580.91€ (considérant l'occupation du local à 2.5 jours semaine ; loyer ramené à 410 € mensuel)
- Cabinet médecin : 702.35 € Précision étant faite que pendant les six premiers mois du présent bail, les parties ont convenu de fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 550.00€
- Cabinet orthophonie : 330.75 €

Après avoir pris connaissance des conditions de chaque bail professionnel, Monsieur Le Maire demande au conseil municipal de l'autoriser à signer ces baux auprès de M^o Porcq, notaire.

**VOTANTS : 13
CONTRE : 2**

**POUR : 11
ABSTENTION :**

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

et publication le

MAISON MEDICALE ; AVENANT TRAVAUX ESPACES VERT

Monsieur Régis Foltete, adjoint aux travaux, présente la proposition de l'entreprise Leblois Environnement, dans le renforcement paysager aux abords de la maison médicale.

Les travaux portent sur la création d'une haie bocagère (charmes) d'une longueur de 45 mètres plantée entre la route départementale 37b et les parkings afin de sécuriser les déplacements, sur la plantation d'arbustes et plantes aquatiques dans les noues canalisant les eaux pluviales et sur l'installation de galets à l'arrière du bâtiment. Le montant de cet avenant s'élève à 3033.06 € TTC

Monsieur Le Maire soumet cette proposition au vote :

Après discussion, le Conseil Municipal décide de retirer de son projet les aménagements en galets pour un montant de 805 € HT.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré autorise Monsieur le Maire à signer le présent devis pour un montant TTC de 2070.27 €

VOTANTS : 13
CONTRE : 3

POUR : 7
ABSTENTION : 3

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

et publication le

MAISON MEDICALE ; PLANTATIONS PAYSAGERES : DEMANDE DE SUBVENTION

Afin de renforcer les plantations paysagères situées aux abords de la maison médicale et du centre bourg par une haie bocagère, le Conseil Municipal sollicite le Conseil Général du Calvados dans l'attribution d'une subvention au titre de l'embellissement des bourgs portant sur les aménagements paysagers.

VOTANTS : 13

POUR : 13

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

et publication le

MAISON MEDICALE ; AVENANT AUX TRAVAUX DE PEINTURE

Monsieur le Maire adjoint présente l'avenant n°2 du lot n°11, PEINTURE

L'avenant a pour objet la prise en compte des travaux suivants en plus value :

Sas d'entrée après reprises des supports béton ; Lasure béton des façades du sas d'entrée

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Le montant porté à l'article 1 A de l'acte d'engagement est donc modifié comme suite

Montant initial du marché HT 16 052.14 €

Montant avenant n°1 HT 3 897.31 €

Montant avenant n°2 HT 469.50 €

TOTAL HT : 20 418.95 €

TVA 19.6% 4 002.11 €
TOTAL TTC du marché : 24 421.06 €

Le Conseil municipal après en avoir délibéré,
autorise Monsieur le Maire ou son Adjoint aux Travaux à signer le présent avenant
ainsi que tous les documents s'y rapportant pour leur exécution ;
dit que les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement du budget
primitif annexe Service de santé de l'année 2010

VOTANTS : 13
CONTRE : 3

POUR : 9
ABSTENTION : 1

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le et publication le

MAISON MEDICALE, NETTOYAGE DES PARTIES COMMUNES DE LA MAISON MEDICALE

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal des accords intervenus avec les praticiens de la santé dans l'entretien des parties communes de la maison médicale. Le coût de la mise à disposition d'une employée communale pendant une heure sur 5 soirs par semaine s'élève annuellement au montant de 3056 € (254.73€ mensuel) Cette dépense sera imputée sur le budget « maison médicale ».

Monsieur Le Maire demande, l'autorisation au Conseil Municipal d'augmenter le nombre d'heures de l'employée qui aura en charge cet entretien.

VOTANTS : 13
CONTRE : 0

POUR : 11
ABSTENTION : 2

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le et publication le

MAISON MEDICALE ; ACQUISITION d'un aspirateur, chariot et petit matériel

Le conseil municipal après en avoir délibéré autorise Monsieur le Maire à procéder à l'achat de petits matériels, un aspirateur, un chariot pour un montant de 280 € TTC afin d'assurer l'entretien des parties communes de la maison médicale.

VOTANTS : 13
CONTRE : 0

POUR : 11
ABSTENTION : 2

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le et publication le

MAISON MEDICALE ; Pénalités de retard

Monsieur Régis Foltete, adjoint aux travaux, présente la situation dans le retard constaté dans la livraison du chantier du bâtiment de la maison médicale par les entreprises et repris au procès verbal du 7 octobre 2010 comme suit :

- **Entreprise PALAZZINI** , Reprise de façade du sas d'entrée (linteau) à assurer en enduit, pelliculaire finition Cider destinée à être lazuré
- **Entreprise ENCE** ; Finition des couvertines du sas après reprise PALAZZINI
- **Entreprise STAB** ; Pose des bandes signal des châssis latéraux/ portes automatiques – Pose des bandes signal sur le châssis toute hauteur de la salle d'attente – Pose du système de blocage d'ouverture des portes détattantes extérieures du sas
- **Entreprise LELUAN MAP** : Reprise sur trappes des EP intérieures réalisées par la CAPS pour facilité d'entretien ultérieur – Trappe à faire dans le coffre du local compresseur – Trappe à faire dans le coffre du local déchets – Plinthes bois rapportées en pied de poteaux béton, décollement de la plinthe dentiste
- **Entreprise CAPS** : Pose vasque sanitaire homme – Pose vasque des sanitaires du local de pause (problème dimensionnel plan de vasque) ; l'entreprise n'a pas fourni sa réservation permettant de voir en phase préparatoire le défaut dimensionnel et apprécier une proposition d'un autre modèle – Bouche d'extraction en tête du coffre de la salle d'attente mal positionnée / faux plafonds à modifier – VMC bruyante à revoir – clés des boîtiers à fournir + mode d'emploi général
- **Entreprise EFDI** : Reprise de la façade du sas d'entrée : Saigner le linteau pour encastrier l'alimentation qui a été rapportée par défaut – Contrôle d'ensemble sur le fonctionnement électrique, quelques dysfonctionnements signalés par le Maître d'œuvre – Caches à poser sous l'éclairage des coffres traversants du dégagement – Lampes à poser + réglage des cellules d'éclairage sanitaire
- **Entreprise PIERRE PEINTURE** : Retouche du panneau médium face à l'entrée non recevable – Retouche du panneau médium latéral droit à l'arrière de la banque d'accueil- dépose par la CAPS du radiateur – Dépose du panneau médium par LELUAN et la repose d'un nouveau panneau – Reprise peinture sur les trappes de pied EP refaites par LELUAN CAPS
- **Entreprise LEPERE** : Pose d'une barre de seuil plus large entre le hall et l'accès au cabinet du médecin, inclus ragréage pour compenser le joint de coupe du carrelage absent

Ces pénalités seront appliquées à compter du 1^{er} novembre 2010 suite aux notifications adressées aux entreprises le 22 octobre 2010.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à appliquer les pénalités de retard, conformément aux marchés qui stipule à l'article 4 du cahier des clauses administratives particulières que le montant des pénalités et retenues seront les suivantes : Pénalité journalière 230 euros, Retenue journalière provisoire 150 euros

VOTANTS : 13
CONTRE : 0

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 13
ABSTENTION : 0
et publication le

DEVENIR DES ANCIENS LOCAUX PROFESSIONNELS DU DENTISTE ET DE L'ORTHOPHONISTE

Le transfert des deux activités de la santé, dentiste et orthophoniste, dans la maison médicale, entraîne la vacance des 2 locaux.

Une étude a été faite par la société « Calvados Habitat » au travers de deux propositions de réhabilitation des locaux. Il s'agit de transformer ces deux locaux en logement type studio/T1.

La 1^{ère} proposition consiste en un bail emphytéotique d'une durée de 35 années. La commune met à disposition de l'office d'HLM le bien qui sera réhabilité par ladite société et loué pour son compte. La collectivité au terme de ce bail, récupère son bien et en jouira comme elle l'entend.

La 2^{ème} proposition consiste en une convention de mandat reposant sur une délégation de maîtrise d'oeuvre envers l'organisme HLM qui mettra en œuvre la transformation des deux locaux qui seront loués ensuite par la collectivité.

Le montant de cette prestation s'élève à 128226,93€TTC dont 4000, 00€ d'honoraires.

Une 3^{ème} proposition peut être envisagée dans la vente du local orthophoniste de 49m², pour être transformé en logement. Le local du dentiste, situé entre des locaux commerciaux, présente un intérêt pour la commune qui pourra le conserver en local commercial et/ou professionnel et qui pourrait être mis en location.

Après avoir interrogé le notaire, il s'avère que quelque soit la destination et l'affectation du local, il est nécessaire de désigner un géomètre en vue de faire établir un état descriptif de division et un règlement de co-propriété.

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de procéder à une consultation de géomètre afin de réaliser cet état descriptif de la propriété.

Le Conseil Municipal se prononce comme suit sur la destination de ces locaux.

VOTANTS : 13

1^{ère} proposition : **1**

2^{ème} proposition : **0**

3^{ème} proposition : **11**

Abstention : **1**

URBANISME ; Vente de la parcelle cadastrée section AC n°3 ; Monsieur et Madame ROUPSARD

Monsieur Le Maire rappelle que Monsieur et Madame Daniel Rounsard, riverains de la parcelle AC n°3, souhaitent acquérir cette bande de terrain afin d'aménager leur entrée de propriété.

Après avoir pris connaissance de l'estimation du service des domaines qui a estimé la valeur vénale de la parcelle cadastrée AC n°3 d'une superficie de 32m² pour un montant de 1400€, le Conseil Municipal accepte ces conditions sachant que le demandeur prendra à sa charge tous les frais de géomètre et notariés.

L'acte sera rédigé par le notaire de la commune, M°Porcq dont l'étude est située à Dozulé. Monsieur le Maire sera autorisé à signer le présent acte.

VOTANTS : 13

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 13

et publication le

URBANISME ; Vente ou location des parcelles cadastrées section AI n°6 et 7 à Monsieur et Madame CASTEL

Par courrier en date du 3 août 2010, Monsieur et Madame Hubert Castel ont fait part de leur désir d'acquérir ou louer les 2 parcelles cadastrées AI n°6 et 7 d'une superficie de 1003 m². Ce terrain communal servait, il y a plusieurs années, à recueillir les déchets verts de la commune et n'est plus utilisé.

Enclavé et difficile d'accès, le Conseil Municipal décide de retenir la proposition de location de ce terrain, en l'état, sous forme d'un bail précaire qui sera rédigé par M°Porcq, notaire de la commune. Le montant du loyer sera de 200 € annuel. Le demandeur prendra à sa charge les frais d'acte.

Mademoiselle Elodie DELAUNAY parente des demandeurs ne participe pas au vote

VOTANTS : 12

ABSTENTION : 3

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 9

et publication le

CARRIERE DES CAMPAGNETTES ; étude de la demande d'affectation du gérant

Monsieur Le Maire présente la demande du gérant de la carrière des Campagnettes qui après avoir répondu aux conditions préfectorales dans la remise en état du site souhaite développer une nouvelle activité.

Deux propositions, portées par des sociétés privées, sont soumises : création d'un PRL de 199 emplacements et plus ou projet de développement dans un champ de panneaux photovoltaïques.

Quelque soit l'affectation souhaitée et choisie par le Conseil Municipal, une révision du PLU sera nécessaire puisque les terrains de la carrière sont classés en zone N.

En outre ce secteur est soumis au droit de préemption du conservatoire du littoral du Calvados.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis négatif au projet de PRL et un avis plutôt favorable au projet de champ photovoltaïque.

Le Conseil Municipal souhaite qu'une rencontre soit organisée avec le Directeur du Conservatoire du Littoral afin de connaître les intentions de cette instance.

VOTANTS : 13

POUR : 13

CONTRE :

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

et publication le

URBANISME : Terrains cadastrés section A n°121-122-123 route de Cabourg, RD 514 : procédure d'acquisition

Monsieur Le Maire rappelle que ce terrain fait l'objet depuis plusieurs années de nuisances occasionnées par une activité non légale de motocross notamment le week end.

Ce terrain appartiendrait à la société SA.Mercier qui a arrêté son activité depuis de nombreuses années. Une personne qui s'est revendiquée comme propriétaire du terrain a fait part de son intention de vendre ce bien qui est soumis au droit de préemption du conservatoire du Littoral. Le problème réside dans le fait constaté qu'aucun recouvrement des impôts n'a été enregistré par le percepteur municipal.

Après une rencontre avec le directeur du conservatoire, du notaire de la commune et de Monsieur le Maire, une procédure d'acquisition pour le compte de la commune pourrait être engagée au titre de la procédure « Bien sans maître » à partir du moment où aucun propriétaire ne peut être identifié juridiquement.

Le conservatoire du Littoral s'engage alors à racheter ce bien aux conditions de l'estimation des Domaines.

Après en avoir délibéré, le CM décide de mener la procédure d'acquisition des biens cadastrés section A n°121-122-123 sous la procédure Bien sans maître et mandate M°Porcq, notaire à Dozulé, afin de mener cette procédure.

VOTANTS : 13

POUR : 13

ABSTENTION :

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

et publication le

Terrain d'accueil pour future caserne des pompiers

En date du 22 janvier 2010, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement pour acquérir, via l'EPFN, le terrain cadastré section AI n°80 situé route de Cabourg en vue d'accueillir une nouvelle caserne des pompiers. Monsieur Le Maire précise que la décision de reconstruction de cette structure incombe au SDIS qui en a compétence. Le schéma départemental actuel de couverture des risques court jusqu'à la fin 2012 et un nouveau schéma, en 2013, définira les implantations à retenir sur le département.

Monsieur Le Maire informe qu'il a été avisé par le directeur de l'EPFN des difficultés que rencontre l'établissement dans cette acquisition à la suite de problèmes de succession non résolus entre les familles. Aussi, l'EPFN souhaite connaître la position du CM sur le maintien ou non de cette acquisition par délégation.

Il est rappelé que le terrain est classé en zone « emplacement réservé » avec les avantages et contraintes que cela peut entraîner pour la collectivité.

Il est également rappelé que la commune dispose d'une autre réserve foncière susceptible d'accueillir cette caserne sous réserve de révision du document d'urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de renoncer à cette acquisition.

VOTANTS : 13
ABSTENTION : 1

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 12

et publication le

DECISION MODIFICATIVE : achat extincteurs maison médicale

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'inscrire les crédits suivants au budget primitif de l'année 2010 pour l'achat d'extincteurs à la maison médicale

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
décide d'inscrire les éléments suivants

article	intitulé	montant
section de fonctionnement		
774	subvention exceptionnelle	+ 1000 €
23	virement section d'investissement	+ 1000 €
Section d'investissement		
21	Virement section de fonctionnement	+ 1000 €
2313	construction	+ 1000 €

VOTANTS : 13
ABSTENTION :

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 13

et publication le

DECISION MODIFICATIVE : Facture Gaz et autres charges courantes

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'inscrire les crédits suivants au budget primitif de l'année 2010 pour la fourniture de gaz et le règlements des charges courantes.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
décide d'inscrire les éléments suivants

article	intitulé	montant
section de fonctionnement		
60621	Combustible	+ 1000 €
Section d'investissement		
774	Subvention exceptionnelle	+ 1000 €

VOTANTS : 13
ABSTENTION :

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 13

et publication le

DECISION MODIFICATIVE BUDGET COMMUNE : appel d'offres terrain de sport

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'inscrire les crédits suivants au budget primitif de l'année 2010 correspondant aux frais de publication de la procédure d'appel d'offres pour les terrains de sports

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
décide d'inscrire les éléments suivants

article	intitulé	montant
section de fonctionnement		
668	Autres charges financières	+ 2500 €
23	virement section d'investissement	+ 2500 €
Section d'investissement		
21	Virement section de fonctionnement	+ 2500 €
2033	Frais d'insertion	+ 2500 €

VOTANTS : 13
ABSTENTION :

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 13

et publication le

Questions diverses

Monsieur le Maire présente le projet de Mathieu LAMOTTE qui participera début février 2011 au rallye 4L Maroc. Cette épreuve rassemble des étudiants autour de missions caritatives et scolaires (distribution de matériel d'école)

Le Conseil Municipal donne son accord de principe à l'octroi de cette aide dont le montant restera à définir en fonction de la disponibilité des crédits sur la ligne budgétaire. Monsieur LAMOTTE ne participe pas au débat et au vote.

VOTANTS : 12
ABSTENTION :

Acte rendu exécutoire par dépôt en Préfecture le

POUR : 12

et publication le

Régis FOLTETE présente le devis relatif à la remise en état du mur d'enceinte du service voirie-espace vert avec réfection de la tête de mur. Les travaux portent sur 1133 euros TTC.

